



RCS : RENNES

Code greffe : 3501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 01896

Numéro SIREN : 537 480 394

Nom ou dénomination : OB SANTE RENNES

Ce dépôt a été enregistré le 04/02/2016 sous le numéro de dépôt 1693

CMT ONE

Société à responsabilité limitée
Au capital de 7 500 €
Siège social : 7 Quai Ile et Rance
35000 RENNES

537 480 394 RCS RENNES

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 11 JANVIER 2016

I

L'an deux mille seize,
Le onze janvier,
A dix-neuf heures,

Les associés de la Société **CMT ONE**, société à responsabilité limitée au capital de 7 500 €, divisé en 100 parts de 75 € chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 4 rue du Lieutenant Colonel Dubois - 35000 RENNES, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

- La Société **GROUPE MARQUER**, propriétaire de 50 parts sociales
Représentée par **Monsieur Thierry MARQUER**
- La Société **JOBBER**, propriétaire de 50 parts sociales
Représentée par **Madame Evelyne LE GULUDEC**

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par **Monsieur Joachim PAVIOT**, gérant.

ELG



II

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- ✓ Lecture du rapport de la gérance,
- ✓ Modification des statuts après réalisation d'une cession de parts,
- ✓ Constatation du caractère pluripersonnel de la Société et de l'assujettissement de plein droit de la Société à l'Impôt sur les Sociétés,
- ✓ Nomination d'un nouveau gérant en remplacement de Monsieur Joachim PAVIOT, démissionnaire,
- ✓ Rémunération de la gérance,
- ✓ Modification de la dénomination sociale et du nom commercial, .
- ✓ Transfert du siège social,
- ✓ Modification des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social,
- ✓ Modifications corrélatives des statuts,
- ✓ Questions diverses,
- ✓ Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- ✓ la feuille de présence,
- ✓ le rapport de la gérance,
- ✓ le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

ELG

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

III

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir pris connaissance d'un acte sous seings privés en date à RENNES du 11 janvier 2016 portant cession par Monsieur Joachim PAVIOT :

- ✓ à la Société JOBBER de 50 parts sociales lui appartenant dans la Société,
- ✓ à la Société GROUPE MARQUER de 50 parts sociales lui appartenant dans la Société,

l'Assemblée Générale décide de remplacer les articles 5 et 6 des statuts par les dispositions suivantes :

1°) Il est ajouté le paragraphe suivant à l'Article 5 - Apports

« b - Modifications

Par acte sous seings privés en date à RENNES du 11 janvier 2016, Monsieur Joachim PAVIOT a cédé à la Société JOBBER 50 parts sociales et à la Société GROUPE MARQUER 50 parts sociales, soit la totalité des parts qu'il détenait dans la Société.

2°) l'Article 6 - Capital social est modifié de la façon suivante :

Article 6 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (7 500 €).

Il est divisé en CENT (100) parts de SOIXANTE-QUINZE EUROS (75 €) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 100 et réparties comme suit :

<i>. La Société GROUPE MARQUER, cinquante parts sociales,</i>	
<i>Numérotées de 1 à 50, ci</i>	<i>50 parts</i>
<i>. La Société JOBBER, cinquante parts sociales</i>	
<i>Numérotées de 51 à 100, ci</i>	<i>50 parts</i>
<i>Total égal au nombre de parts composant le capital social :</i>	<i>100 parts</i>

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées intégralement. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence de la résolution précédente :

- ✓ prend acte du caractère pluripersonnel de la Société à compter de ce jour ;
- ✓ prend acte de l'assujettissement de plein droit de la Société à l'Impôt sur les Sociétés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de **Monsieur Joachim PAVIOT** de ses fonctions de gérant notifiée ce jour à chacun des associés et décide de nommer en qualité de nouveau gérant **Monsieur Thierry MARQUER** demeurant 23 rue du Roquet - 35510 CESSON-SEVIGNE pour une durée illimitée.

Monsieur Thierry MARQUER exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

Monsieur Thierry MARQUER déclare qu'il accepte les fonctions de gérant et qu'il n'est frappé par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

L'Assemblée Générale décide que sa rémunération sera fixée ultérieurement mais il pourra prétendre au remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de modifier la dénomination sociale et le nom commercial qui deviennent respectivement, à compter de ce jour **OB SANTE RENNES** et **L'ORANGE BLEUE MON COACH SANTE**.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de transférer le siège social du 7 Quai Ile et Rance - 35000 RENNES au 4 rue du Lieutenant Colonel Dubois - 35000 RENNES, et ce à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ELG



SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de fixer les dates respectives d'ouverture et de clôture de l'exercice social aux 1^{er} janvier et 31 décembre.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 3, 3bis, 11 et 18 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

« Article 3 – Dénomination sociale

*La dénomination de la société est : **OB SANTE RENNES.** »*

Le reste de l'article demeure inchangé.

« Article 3 bis – Siège social

*Le siège social est fixé : **4 rue du Lieutenant Colonel Dubois - 35000 RENNES.** »*

« Article 11 – Gérance

***Monsieur Thierry MARQUER** exerce la gérance de la Société sans limitation de durée. »*

« Article 18 – Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année. »

ELG

Le deuxième paragraphe est supprimé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

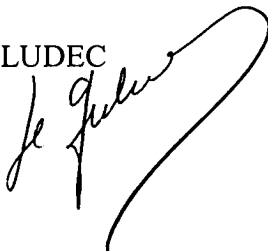
Cette résolution est adoptée à l'**unanimité**.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les associés présents et le nouveau gérant.

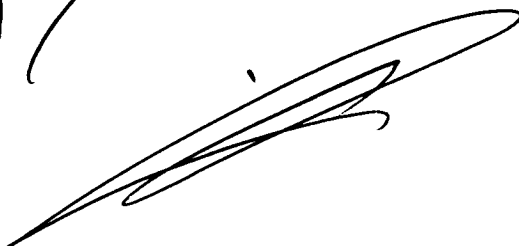
La Société JOBBER

Représentée par Madame Evelyne LE GULUDEC



La Société GROUPE MARQUER

Représentée par Monsieur Thierry MARQUER



Monsieur Thierry MARQUER

« Lu et approuvé – Bon pour acceptation des fonctions de gérant »

*Lu et approuvé
Bon pour acceptation des fonctions
de gérant.*



**DECLARATION SOUSCRITE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE
R. 123-110 DU CODE DE COMMERCE**

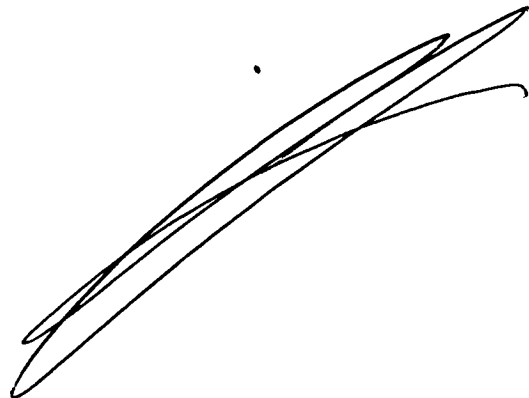
Le soussigné,

Monsieur Thierry MARQUER, demeurant 23 rue du Roquet – 35510 CESSON-SEVIGNE,

Agissant en qualité de gérant de la Société OB SANTE RENNES (ex CMT ONE), société à responsabilité limitée au capital de 7 500 €, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 537 480 394 RCS RENNES,

Déclare et atteste que le siège social de la Société OB SANTE RENNES (ex CMT ONE) est fixé depuis l'origine 7 Quai Ille et Rance - 35000 RENNES, sans aucun transfert jusqu'à ce jour.

Fait en trois exemplaires
A RENNES
Le 11 janvier 2016

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, fluid strokes that form a cursive, somewhat abstract shape.

1693

CESSION DE PARTS SOCIALES



- 4 FEV. 2016

Le
Dépôt N°

20131896

ENTRE LES SOUSSIGNES :

➤ **Monsieur Joachim Bernard Henri PAVIOT**

Né le 18 septembre 1971 à FREJUS (83)

De nationalité française

Demeurant 1 rue des Pins - 35520 MONTREUIL LE GAST

Ci-après dénommé « le cédant »,
D'une part,➤ la Société **GROUPE MARQUER**

Société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 7 920 000 €

Ayant son siège social 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois - 35000 RENNES

Identifiée sous le numéro 794 048 975 RCS RENNES

Représentée par **Monsieur Thierry MARQUER**, en qualité de gérant, se déclarant dûment habilité à l'effet des présentes➤ la Société **JOBBER**

Société à responsabilité limitée au capital de 1 370 000 €

Ayant son siège social 15 rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS

Identifiée sous le numéro 803 401 017 RCS PARIS

Représentée par **Madame Evelyne LE GULUDEC**, en qualité de gérante, dûment habilitée suivant délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 janvier 2016, Elle-même représentée par **Monsieur Thierry MARQUER** suivant pouvoir en date à PARIS du 7 janvier 2016,Ci-après dénommées « les cessionnaires »,
D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIT :

DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant déclare :

- ✓ qu'il est marié sous le régime de la communauté légale depuis le 21 décembre 2007 avec Madame BAGLIN Isabelle, née le 20 mai 1967 à VITRE (35),
- ✓ que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- ✓ que la Société **CMT ONE** n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le cédant et les cessionnaires déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- ✓ qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- ✓ et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

EXPOSE CONCERNANT LA SOCIETE

1. Caractéristiques de la Société

- a) La Société CMT ONE a été constituée sous forme d'une Société à Responsabilité Limitée suivant acte sous seings privés en date à RENNES du 21 octobre 2011, enregistré le 27 octobre 2011 au Service des Impôts de RENNES EST, bordereau n°2011/3 337, case n°59. Les derniers statuts de la Société CMT ONE ont été mis à jour le 28 septembre 2015 dont copie jointe en annexe (*Annexe 1*).
- b) Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 537 480 394 RCS RENNES. Extrait kbis en annexe (*Annexe 2*).
- c) Elle a pour nom commercial : CLINIQUE MEDICAL TRAINING.
- d) Son capital social de 7 500 € est divisé en 100 parts sociales numérotées de 1 à 100 de 75 € chacune de valeur nominale, entièrement libérées et attribuées en totalité à Monsieur Joachim PAVIOT.



- e) Son siège social et établissement principal est fixé 7 quai Ille et Rance, 35000 RENNES. Son numéro d'inscription au répertoire national des entreprises, numéro SIRET est 537 480 394 00015 et son code d'activité, code APE, est 9313Z.
- f) La durée de la Société a été fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit à compter du 26 octobre 2011 et expirera le 25 octobre 2110.
- g) La Société CMT ONE a pour objet principal l'activité d'un centre de remise en forme (Fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) à l'enseigne déposée à l'INPI de «CLINIQUE MEDICAL TRAINING»; la promotion des activités de loisirs, de détente et de sports directement ou indirectement par tous moyens; également le commerce de vêtements textiles et articles accessoires; le négoce de tous produits manufacturés, ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés alimentaires ou non alimentaires.

La Société a pour activité : Centre de remise en forme.

- h) La Société est actuellement gérée par Monsieur Joachim PAVIOT nommé dans les statuts constitutifs pour une durée illimitée.

2. Comptes sociaux

La Société CMT ONE clôture son exercice social le 30 septembre de chaque année. Suivant décisions de l'associé unique du 28 septembre 2015, l'associé unique a décidé une modification exceptionnelle de l'exercice social 30 septembre 2014 pour le clôturer le 31 décembre 2015.

Les comptes de la Société arrêtés au 30 septembre 2014 (*Annexe 3*) ont été approuvés par décisions de l'associé unique du 13 mars 2015 qui a décidé d'affecter le bénéfice de 15 336,46 € au compte « report à nouveau ».

3. Régimes fiscaux

La Société CMT ONE est soumise à l'Impôt sur les Sociétés.

Elle est assujettie à la TVA.

Elle n'est partie à aucune convention d'intégration fiscale.

4. Composition du patrimoine de la Société

La Société est propriétaire de son fonds de commerce de centre de remise en forme pour l'avoir créé le 2 janvier 2012.

5. Inscriptions grevant le fonds et les biens de la Société

L'état des inscriptions, délivré le 4 janvier 2016 par le Greffe du Tribunal de Commerce de RENNES et figurant en annexe (*Annexe 4*) a révélé l'inscription suivante :

Nantissement du fonds de commerce :

- . Montant de la créance : 62 000 €
- . Fonds de : centre de remise en forme
- . En date du : 2 janvier 2012
- . Au profit de : S.A.R.L. coopérative de crédit à capital variable CCM DE CESSON SEVIGNE - Cesson-Sévigné (35510) - 3 Mail de Bourguevreuil
- . Election de domicile : Sté CCM DE CESSON SEVIGNE 3 Mail de Bourguevreuil 35510 Cesson-Sévigné
- . Compléments : numéro d'origine de l'inscription au Greffe : 2012PN0005

6. Bail consenti à la Société

La Société CMT ONE exerce son activité dans un local commercial au rez-de-chaussée, semi enterré, d'un immeuble d'habitation sis 7 Quai Ile et Rance à RENNES appartenant à la SCI SIRA, Société Civile Immobilière dont le siège social est à SAINT-GREGOIRE (35) 3 Allée de l'Oseraie et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES sous le numéro 438 356 206.

Suivant acte sous seings privés en date à RENNES du 2 novembre 2011 (*Annexe 5*) la SCI SIRA a donné à bail à la Société CMT ONE, les biens dont la désignation suit :

Au rez-de-chaussée, semi enterré, d'un immeuble d'habitation : un local non chauffé, en open-space d'une surface d'environ 300 m².

Ce bail a été conclu pour une durée de neuf (9) ans à compter du 1^{er} novembre 2011 pour se terminer le 31 octobre 2020.

Le loyer annuel en principal a été fixé à la somme de dix-huit mille euros (18 000 € H.T.).

Ce loyer est payable mensuellement et d'avance.

En sus du loyer, le Preneur règle la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur.

Aux termes de l'article IV du bail, les conditions d'indexation du loyer sont les suivantes : Indexation au 1^{er} novembre de chaque année ; 1^{ère} indexation au 1^{er} novembre 2012 ; Indice de base : 1^{er} trimestre 2011 : 1554 ; Indice de révision : même trimestre des années suivantes.

Aux termes de l'article II du bail, l'activité autorisée dans les locaux est la suivante : Centre de Médical Training.

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

7. Personnel

La liste des salariés, les contrats de travail ou avenants et les bulletins de salaire des trois derniers mois figurent en annexe des présentes (*Annexe 6*).

8. Contrats et conventions

Le détail des contrats et conventions à la date du 31 décembre 2015 figure en annexe des présentes (*Annexe 7*).

9. Prêts contractés par la Société

Le détail des emprunts en cours à la date du 31 décembre 2015 figure en annexe des présentes (*Annexe 8*).

10. Location financière

Le cédant a conclu avec la Société LOCH'invest un contrat de location de matériel assorti d'un acte de cautionnement solidaire (*Annexe 9*).

11. Etats financiers

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par la Société au cours des trois premiers exercices clos est le suivant :

- Exercice clos le 30 septembre 2013 : 120 055 Euros
- Exercice clos le 30 septembre 2014 : 151 030 Euros
- Exercice clos le 31 décembre 2015 : 128 476 Euros (projet)

Le résultat net comptable réalisé par la Société au cours des trois premiers exercices clos est le suivant :

- Exercice clos le 30 septembre 2013 : - 19 918 Euros
- Exercice clos le 30 septembre 2014 : - 4 581 Euros
- Exercice clos le 31 décembre 2015 : à définir

Il est expressément convenu entre les parties que les comptes définitifs clos au 31 décembre 2015 seront remis au cessionnaire au plus tard le 28 février 2016.

12. Immobilisations

Le détail des immobilisations à la date du 31 décembre 2015 figure en annexe des présentes (*Annexe 10*).

13. Assurances

Le détail des polices d'assurances relatives aux biens et aux activités de la Société figure en annexe des présentes (*Annexe 11*).

14. Cessibilité

Il n'existe dans la Société CMT ONE aucun bon ou droit quelconque permettant ou susceptible de permettre à quiconque de détenir, immédiatement ou à terme, une quotité du capital et/ou des droits de vote.

Il n'existe, de même, aucun titre ou droit conférant ou permettant à quiconque de bénéficier d'avantages particuliers sur les résultats de ladite Société ou ses bénéfices.

ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS SOCIALES

Le cédant possède dans cette Société 100 parts sociales numérotées de 1 à 100, de 75 € chacune pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire lors de la constitution de la Société le 21 octobre 2011.

Les parts présentement cédées dépendent de la communauté de biens existant entre le cédant et son conjoint pour les avoir reçues en contrepartie de l'apport en numéraire lors de la constitution de la Société.

INFORMATION DES SALARIES

Conformément à l'article 19 de la Loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire codifié aux articles L.23-10-1 et suivants du Code de Commerce, le Cédant a informé les salariés de la présente cession. Un écrit a été obtenu de chacun des salariés manifestant leur décision de ne pas présenter d'offre d'acquisition des parts de la Société CMT ONE.

L'information et la renonciation de l'ensemble des salariés ont été réalisées et obtenues le 2 novembre.

AGREMENT DE LA CESSION

Le paragraphe b de l'article 9 des statuts stipule :

« Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associé unique sont libres. »

CONDITIONS GENERALES

Les parts sociales présentement cédées ne sont représentées par aucun certificat. Leur titre résulte des statuts de la Société.

Le cessionnaire est subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales cédées.



Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- ✓ un exemplaire des statuts de la Société à jour,
- ✓ un extrait des inscriptions au Registre du commerce et des sociétés concernant la Société dont les parts sociales sont présentement cédées,
- ✓ les comptes sociaux clos le 31 décembre 2015.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

I - CESSION

Par les présentes, **Monsieur Joachim PAVIOT** cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit :

1°) à la Société **GROUPE MARQUER** qui accepte, cinquante parts de 75 € numérotées de 1 à 50 lui appartenant dans la Société.

La Société GROUPE MARQUER devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

La Société GROUPE MARQUER se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont elle déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Elle jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

2°) à la Société **JOBBER** qui accepte, cinquante parts de 75 € numérotées de 51 à 100 lui appartenant dans la Société.

La Société JOBBER devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

La Société JOBBER se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont elle déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Elle jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

II - INTERVENTION DU CONJOINT DU CEDANT

Suivant courrier en date du 7 janvier 2016, Madame Isabelle BAGLIN, épouse du cédant, a en application de l'article 1424 du Code civil, déclaré donner, sans restriction, son consentement à la cession de parts qui précède et autoriser Monsieur Joachim PAVIOT à percevoir le prix stipulé.



III - PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant :

1)° pour la Société GROUPE MARQUER le prix principal de CINQUANTE CENTIMES D'EUROS (0,50 €), que la Société GROUPE MARQUER a payé à l'instant même à Monsieur Joachim PAVIOT, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

DONT QUITTANCE,

2)° pour la Société JOBBER le prix principal de CINQUANTE CENTIMES D'EUROS (0,50 €) que la Société JOBBER a payé à l'instant même à Monsieur Joachim PAVIOT, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

DONT QUITTANCE,

IV - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Le Cédant consent ce jour au Cessionnaire une garantie d'actif et de passif, sur la base de la situation comptable arrêtée au 31 décembre 2015.

V – DISPOSITIONS PARTICULIERES

1. Compte courant

- a) Suivant convention en date du 15 septembre 2013, Monsieur Joachim PAVIOT, associé unique de la Société CMT ONE, a abandonné au profit de la Société, sous réserve de retour à meilleure fortune, une partie de sa créance dans les livres de la Société, à savoir une somme de 50 000 €.

Par les présentes, Monsieur Joachim PAVIOT, renonce expressément à la clause de retour à meilleure fortune prévue dans ladite convention.

- b) Suivant convention en date du 31 décembre 2015, Monsieur Joachim PAVIOT, associé unique de la Société CMT ONE, a abandonné purement et simplement au profit de la Société, la totalité de sa créance dans les livres de la Société, à savoir une somme de 60 143,12 €.

2. Changement de la gérance de la Société CMT ONE

Par courrier de ce jour, Monsieur Joachim PAVIOT a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société CTM ONE, sans indemnité de quelque sorte que ce soit. Cette démission prendra effet à l'issue de l'assemblée générale statuant sur la nomination de son remplaçant.



3. Engagements de caution personnelle et/ou réelle

Le cédant est engagé à titre de caution personnelle solidaire au titre des emprunts et des actes suivants :

Prêt N°1

Prêteur : Caisse de Crédit Mutuel de Cesson-Sévigné
Emprunteur : EURL CMT ONE

N° Prêt : 0113 1067662 01
Montant : 50 000 Euros
Durée : 7 ANS
TEG : 3,63%

Montant du cautionnement : 50 000,00 Euros,
Durée du cautionnement : 108 mois.

Prêt N°2

Prêteur : Caisse de Crédit Mutuel de Cesson-Sévigné
Emprunteur : EURL CMT ONE

N° Prêt : DD 05000712
Montant : 15 000 Euros
TEG : 12,36%

Montant du cautionnement : 15 000,00 Euros,
Durée du cautionnement : 60 mois.

Cautionnement solidaire sur la location de matériel

Loueur : Société LOCH'invest
Locataire : EURL CMT ONE

Montant du cautionnement : 132 57,78 Euros.

Le Cessionnaire s'engage à obtenir auprès de l'organisme financier concerné et ce dans un délai de 2 mois suivant la date de signature des présentes, la mainlevée des engagements de caution personnelle précités.

Si par extraordinaire, il venait à se révéler d'autres engagements de caution après la présente cession, le Cessionnaire s'engage de la même manière à en obtenir la mainlevée dans les meilleurs délais.

VI - ENGAGEMENT DE NON-CONCURRENCE

Comme conséquence de la cession intégrale des parts sociales de la Société CMT ONE et de la cessation par Monsieur Joachim PAVIOT de ses fonctions de gérant au sein de cette dernière, le Cédant s'interdit, personnellement ou par personne interposée, directement ou indirectement, y compris par son groupe familial, ou en qualité de simple associé ou de salarié, de créer, reprendre ou participer au développement de toute activité de centre de remise en forme pendant une durée de TROIS (3) ans sur un rayon de 50 kilomètres et à compter de ce jour.

VII - DECHARGE DU REDACTEUR DE L'ACTE

Les parties affirment que l'ensemble des clauses contenues dans les présentes ont été consignées sur leurs seules déclarations suite aux négociations intervenues entre elles et qu'elles sont en tous points conformes à leur commune intention et accords contractuels.

Elles déclarent en conséquence sans réserve donner décharge pure et simple, entière et définitive au rédacteur de l'acte au titre de son devoir de conseil envers les parties.

VIII - DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société CMT ONE est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 € et le nombre total de parts de la Société.

Par suite, le montant des droits exigibles s'élève au droit fixe minimum de 25 € par cessionnaire.

IX - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

X - FRAIS

Les droits d'enregistrement afférents à l'opération de cession des parts sociales de la Société seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Le Cessionnaire s'oblige à régler à la Société IN EXTENSO BRETAGNE les honoraires de rédaction de l'acte de cession et de la convention de garantie d'actif et de passif, s'élevant à **1 900 € HT** :

- . 50% à la charge de la Société JOBBER
- . 50% à la charge de la Société GROUPE MARQUER.

Les frais liés aux formalités de modifications des statuts et de changement de la gérance de la Société **CMT ONE**, notamment ceux exposés auprès du Greffe du Tribunal de Commerce,

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES RENNES EST

Le 12/01/2016 Bordereau n°2016/58 Case n°38

Ext 517

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques

Fait à RENNES

Le 11 janvier 2016

En 7 originaux

Hervé TALLEC
Agent administratif principal
des finances publiques

Monsieur Joachim PAVIOT

« Lu et approuvé. Bon pour la cession de cent (100) parts. Bon pour quittance »

« Lu et approuvé. Bon pour la cession de cent (100) parts. Bon pour quittance. »

Les cessionnaires

La Société GROUPE MARQUER

Représentée par Monsieur Thierry MARQUER

« Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession »

Lu et Approuvé. Bon pour acceptation de la cession

La Société JOBBER

Représentée par Monsieur Thierry MARQUER

« Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession »

Lu et Approuvé. Bon pour acceptation de la cession

ANNEXES A LA CESSION DE PARTS

1. Statuts de la Société CMT ONE
2. Kbis de la Société CMT ONE
3. Comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2014
4. Etat des inscriptions de privilèges et nantissements du Cédant délivré par le greffe du Tribunal de commerce de RENNES
5. Bail commercial
6. Liste du personnel employé par la Société CMT ONE, contrats de travail ou avenants et bulletins de salaires des mois d'octobre, novembre et décembre 2015
7. Divers contrats
8. Contrats de prêt et cautions personnelles solidaires
9. Contrat de location LOCH'invest
10. Détail des immobilisations au 31 décembre 2015
11. Contrats d'assurances

OB SANTE RENNES

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 7 500 €
Siège social : 4 rue du Lieutenant Colonel Dubois
35000 RENNES

537 480 394 RCS RENNES

STATUTS MIS A JOUR

(Suivant résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 janvier 2016)

STATUTS

TITRE 1 • FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIÈGE - DURÉE

Article 1 – Forme

La société est une société à responsabilité limitée, qui sera régie par la loi du 24 juillet 1966, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2 – Objet social

La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

CENTRE DE REMISE EN FORME (Fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) à l'enseigne déposée à l'INPI de « CLINIQUE MEDICAL TRAINING ».

La promotion des activités de loisirs, de détente et de sports directement ou indirectement par tous moyens.

Également le commerce de vêtements textiles et articles accessoires.

Le négoce de tous produits manufacturés, ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés alimentaires ou non alimentaires),

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 3 – Dénomination sociale

La dénomination de la société est : **OB SANTE RENNES**. Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « société à responsabilité limitée » ou de l'abréviation « SARL », de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 3 bis – Siège social

Le siège social est fixé : 4 rue du Lieutenant Colonel Dubois - 35000 RENNES.

Article 4 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 Quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.*

TITRE 2 • APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 5 – Apports

Montant et modalités des apports

a - Apports

MONSIEUR JOACHIM PAVIOT apporte à la société la somme de SEPT MILLE CINQ CENT EUROS « 7 500€ ».

Cette somme a été déposée à un compte ouvert **Crédit Mutuel de Bretagne de Cesson-Sévigné (35)**, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

b - Modifications

Par acte sous seings privés en date à RENNES du 11 janvier 2016, Monsieur Joachim PAVIOT a cédé à la Société JOBBER 50 parts sociales et à la Société GROUPE MARQUER 50 parts sociales, soit la totalité des parts qu'il détenait dans la Société.

Article 6 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (7 500 €).

Il est divisé en CENT (100) parts de SOIXANTE-QUINZE EUROS (75 €) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 100 et réparties comme suit :

- | | |
|--|----------|
| . La Société GROUPE MARQUER, cinquante parts sociales,
Numérotées de 1 à 50, ci | 50 parts |
| . La Société JOBBER, cinquante parts sociales
Numérotées de 51 à 100, ci | 50 parts |

Total égal au nombre de parts composant le capital social :	100 parts
---	-----------

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées intégralement.

Article 7 – Modification du capital social

I – Augmentation du capital social

Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation, d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

II – Réduction du capital social

a - Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

b - Si, du fait de pertes constatées, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire des associés, décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital ayant pour effet de le porter à ce minimum.

Article 8 – Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits des associés dans la société résultent seulement de la loi, des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiés et publiés.

Article 9 – Cession et transmission des parts sociales

a- Les cessions de parts doivent être constatées par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1 690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

b - Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associé unique sont libres.

c - En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts au profit de tiers étrangers à la société autres que le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associé, sont soumises à agrément dans les conditions prévues par les dispositions de la loi et du décret sur les sociétés commerciales.

d - En cas de décès de l'associé unique, la société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, son conjoint survivant.

e - En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre les associés, la société continue soit avec un associé unique, si les parts sociales sont attribuées en totalité à l'un d'eux, soit avec deux associés si lesdites parts sont partagées.

Article 10 – Indivisibilité des parts sociales

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Lorsque des parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats sociaux.

TITRE III • GÉRANCE

Article 11 – Gérance

Monsieur Thierry MARQUER exerce la gérance de la Société sans limitation de durée.

Article 12 – Pouvoirs de la gérance

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 13 – Cessation des fonctions des gérants

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, en cas de pluralité d'associés, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Par ailleurs, le gérant peut également résilier ses fonctions mais seulement en nommant un nouveau gérant après la tenue d'une assemblée extraordinaire.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

Article 14 – Rémunération des gérants

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à une rétribution dont les modalités d'attribution ainsi que son montant, sont fixés par décision de l'associé unique ou décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 15 – Conventions entre la société et la gérance ou un associé

a - Les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, qui interviennent entre la société et l'un de ses gérants ou associés, sont soumises à la procédure d'approbation prévue par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance, est également associé ou gérant de la SARL.

b - Lorsque la société n'est pas pourvue de commissaire aux comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

c - La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non. Toutefois, le gérant non associé ou le commissaire aux comptes, s'il en existe un, doivent établir un rapport spécial.

d - Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être répertoriées dans le registre des décisions de l'associé unique.

e - À peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV • DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

Article 16 – Décisions de l'associé unique ou des associés

a - L'associé unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi aux associés réunis en assemblée générale. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

b - Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre côté et paraphé dans les mêmes conditions que le registre des procès-verbaux des assemblées.

c - En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

d - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 17 – Information de l'associé unique ou des associés

a - L'associé unique non gérant, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

b - Lorsque la société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

TITRE V • EXERCICE - COMPTES SOCIAUX - BÉNÉFICES - DIVIDENDES

Article 18 - Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.

Article 19 – Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 20 – Affectation et répartition des résultats

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports à nouveau bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est versé à l'associé unique. Lorsque la société comprend plusieurs associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'assemblée générale.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou décidées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, l'associé unique ou l'assemblée générale peut décider d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite d'une telle distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

TITRE VI • DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 21 – Dissolution - liquidation

a - La société est dissoute à l'arrivée du terme statuaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution

b - Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1 844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

c - Lorsque la société comporte plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation.

Sa dénomination doit alors être suivie des mots « Société en liquidation ». Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la date de dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

TITRE VII • CONTESTATIONS - FORMALITÉS

Article 22 – Contestations

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Statuts mis à jour
Le 11 janvier 2016

Thierry MARQUER
« Certifié conforme »

Certifié conforme

